

ASSOCIATION « LES GROUPEMENTS J'INTA »
« DEBOUT ET UNIS DANS LE TRAVAIL, LA PAUVRETÉ S'ÉLOIGNERA »

2018

**DIAGNOSTIC SOCIOECONOMIQUE ET
DEMOGRAPHIQUE DU DEPARTEMENT DE KOUH-EST**



CONSULTANT : ADOUMBAYÉ DANIEL

Table des matières

SIGLES ET ACRONYMES	4
LISTE DES TABLEAUX	5
RESUME EXECUTIF	6
INTRODUCTION	8
I. CADRAGE CONTEXTUEL DE L'ETUDE ET ELEMENTS DE METHODOLOGIE	9
1. Cadrage contextuel de l'étude	9
2. Démarche méthodologique	10
1. <i>La phase préparatoire</i>	<i>11</i>
2. <i>La phase de mise en œuvre de l'étude</i>	<i>11</i>
II. RESULTATS DU DIAGNOSTIC	12
1. Le physique du Département de Kouh-Est entre atouts et contraintes	12
1. <i>Un climat doux et agréable</i>	<i>13</i>
2. <i>Le Kouh-Est, un Département avec des potentialités en eaux</i>	<i>13</i>
3. <i>Un couvert végétal en perpétuelle disparition</i>	<i>14</i>
4. <i>Un Département dans un processus de dépopularisation de sa faune</i>	<i>15</i>
5. <i>Une organisation administrative, ingrédient du développement local</i>	<i>15</i>
2. Profil socioéconomique du Département	16
1. <i>La démographie du Département de Kouh-Est</i>	<i>16</i>
2. <i>cadre institutionnel des secteurs sociaux de base</i>	<i>18</i>
3. <i>Amorce d'une perte des valeurs culturelles</i>	<i>32</i>
3. L'organisation et l'évolution de l'économie locale	33
1. <i>Place prépondérante de l'agriculture dans l'économie locale</i>	<i>33</i>
2. <i>L'élevage, un secteur non moins porteur</i>	<i>37</i>
3. <i>La pêche, un secteur mal exploité</i>	<i>37</i>
4. <i>Les petits commerces en phase de concurrencer l'agriculture</i>	<i>38</i>
5. <i>Les secteurs de restauration et d'hébergement en gestation</i>	<i>38</i>
6. <i>Le secteur de transport en pleine évolution</i>	<i>39</i>
7. <i>Le recours au crédit-épargne pour financer les activités de production</i>	<i>39</i>
4. Le cadre de vie, l'utilisation des ressources naturelles	40
1. <i>L'habitat et le logement</i>	<i>40</i>
2. <i>Le foncier</i>	<i>40</i>
3. <i>L'environnement immédiat</i>	<i>41</i>
4. <i>La sécurité</i>	<i>42</i>

III. PRINCIPAUX ENJEUX A VENIR ET ACTIONS PRIORITAIRES A MENER	42
CONCLUSION	54
LES ANNEXES	55

SIGLES ET ACRONYMES

ATS :	Agent Technique de Santé
CDF :	Chaîne De Froid
CEG :	Collège d'Enseignement Général
CPN :	Consultation Périnatale
CS :	Centre de Santé
DS :	District Sanitaire
EDS :	Enquête Démographique et de Santé
FEAP :	Femme En Age de Procréer
HD :	Hôpital de District
IDE :	Infirmier Diplômé d'Etat
J'INTA :	Terme qui veut dire "levons-nous" en Gor, la langue local
LOR :	Logone Oriental
MCD :	Médecin Chef de District
MCH :	Médecin Chef de l'Hôpital
MICS :	En anglais et signifie Enquête par Grappe et à Indicateurs Multiples
MO :	Main d'Œuvre
MSP :	Ministère de la Santé Publique
ND :	Nombre de Division (nombre de classes)
OMS :	Organisation Mondiale de la Santé
ONDR :	Office National de Développement Rural
ONG :	Organisation Non Gouvernemental
PDL :	Plan de Développement Local
PMA :	Paquet Minimum d'Activité
PNS :	Politique Nationale de Santé
PRDS :	Plan Régional de Développement Sanitaire
RGPH2 :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RH :	Ressource Humaine
SFDE :	Sage Femme Diplômée d'Etat
SG :	Secrétaire Général
SN :	Société Nouvelle
TD :	Terminale D
TSO :	Technicien Supérieur en Ophtalmologie
UNICEF :	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
ZR :	Zone de Responsabilité

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : données démographiques du Département de Kouh-Est

Tableau 2 : Principales pathologies

Tableau 3: Cible de la santé maternelle en 2018

Tableau 4: situation des RH en 2018

Tableau 5: indicateurs du PCA

Tableau 6 : Logistique

Tableau 7 : Effectif des élèves

Tableau 8 : Rendement interne des élèves au primaire

Tableau 9 : Effectif des élèves par classe au moyen

Tableau 10 : Evolution des effectifs des élèves au moyen

Tableau 11: Desserte en infrastructures scolaires à l'enseignement moyen

Tableau 12 : Résultats de fin d'année 2017-2018 à l'enseignement moyen

Tableau 13 : Effectif des élèves au secondaire

Tableau 14 : Résultats au Baccalauréat 2017-2018

Tableau 15 : résultats de l'évaluation de l'alphabétisation de 2017-2018

Tableau 16: évolution des superficies de cultures vivrières

Tableau 17: Projection de la capacité de production des cultures vivrières 2019-2020

RESUME EXECUTIF

Département à dominance rurale, situé à l'extrême sud du Tchad dans la province du Logone Oriental, le Département de Kouh-Est a longtemps vécu sur une tradition agricole ancrée tant sur l'aspect économique que sociologique. Ce statut l'a si longtemps prémuni de la famine jusqu'à ce qu'avec la dégradation des sols, l'évolution permanente en lien avec les nouvelles préoccupations et exigences vitales, nait la famine, l'alcoolisme, la perte des valeurs. Ce nouveau contexte a nécessité le diagnostic de la situation afin de disposer des données factuelles devant servir de base aux actions consensuelles.

Les résultats du diagnostic font voir l'ensemble du milieu physique, favorable au développement des activités agro-sylvo-pastorales. Cependant, la pression démographique, le surpâturage, la dégradation de l'environnement, la mauvaise gestion des ressources naturelles, les feux de brousse, le braconnage etc. sont des principaux facteurs qui influencent négativement son développement.

En l'absence des données sur la migration pour juger de l'attractivité du Département, on peut observer que les populations, en majorité jeune, compte tenu de la dégradation du sol et de l'insécurité, sont exposés à l'exode rural.

Les données sur l'accès aux services sociaux de base ne sont pas les meilleures. Le développement de l'offre de santé reste une préoccupation majeure vu le niveau très bas des indicateurs. Il faut oser croire que l'extension du projet FBR contribuera à améliorer le plateau technique et le niveau des indicateurs pourvu que le personnel qualifié, motivé et conscient soit déployé. Car le premier problème majeur est le manque du personnel qualifié.

Si on peut se féliciter du bon maillage scolaire sur le Département, en revanche le nombre important des écoles communautaires traduit une forte demande mais pose le problème de niveau dans ces écoles. On déplore, en outre, le taux élevé d'abandon et de redoublement des filles à partir du niveau moyen et secondaire.

Pour un Département situé dans une zone aussi propice, le manque d'offre de formation post bac et de formation technique professionnelle, notamment dans le domaine agricole, demeure une préoccupation. De même, le manque d'offre de formation adaptée aux jeunes en difficulté ou handicapés ; aux jeunes en état de risque pour leur réinsertion sociale est de nature à laisser une frange de la population active dans des situations de vulnérabilité.

Le Département a néanmoins su s'adapter à la nouvelle donne économique en diversifiant son tissu économique. L'avenir de l'agriculture et de l'élevage est perçu positivement et sont structurellement considérés comme des secteurs porteurs qui nécessitent d'être renforcés.

En ce qui concerne le capital humain et les conditions de vie des ménages, l'inquiétude domine. Les progrès accomplis dans l'innovation des logements, la lutte contre l'insalubrité, la lutte contre l'alcoolisme sont jugés fragiles et doivent être soutenus.

L'actualisation de ce premier état des lieux constitue un cadre de référence pour une meilleure observation et connaissance du Département de Kouh-Est, d'une part, et contribue à la réflexion et à la définition des orientations des politiques pour le développement de ce Département, d'autre part. Il a vocation à évoluer, à être enrichi et actualisé en lien avec l'évolution du contexte local.

Le Consultant tient donc à remercier tous ceux qui, de loin ou de près, ont contribué à la réalisation de ce diagnostic.

INTRODUCTION

L'évolution permanente de notre pays le Tchad, en lien avec les nouvelles préoccupations et exigences, implique des changements dans les pratiques et fait appelle à une nouvelle manière de voir et de réfléchir le développement. Il s'agit de passer des politiques traditionnellement centralisées, élaborées dans les salons d'hôtels dans les capitales, aux politiques plus innovantes de développement, construites par les intéressés eux-mêmes et pour eux. Au Tchad, l'ère démocratique des années 1990 a hissé le rôle des associations de la société civile qui étaient de simples exécutants, réduites aux actions opérationnelles, au rôle de véritable concepteur, acteur et partenaire stratégique dans le développement économique et social local. C'est fort de cette opportunité qu'offre l'environnement institutionnel, que l'association « Les Groupements J'INTA », reconnue dans l'échiquier des organisations de la société civile en 2004, a initié une étude diagnostic socioéconomique et démographique dont le présent rapport en est le résultat.

Commis par ordre de mission du 2 octobre 2018 du Coordonnateur de l'association pour conduire cette étude dans le Département de Kouh-Est, nous voudrions bien restituer les résultats dans le présent rapport que nous avons structuré en trois grands chapitres suivants :

- Le premier chapitre est un cadrage contextuel de l'étude et ses objectifs et la méthodologie adoptée pour la réaliser ;
- Le deuxième chapitre présente les résultats du diagnostic. Ces résultats portent respectivement sur l'analyse des atouts et contraintes physiques du Département de Kouh-Est, le profil socioéconomique du Département, l'organisation et l'évolution de l'économie locale et le cadre de vie des ménages ;
- Enfin, le troisième chapitre détermine les enjeux à venir du Département et les recommandations/actions à mener.

1. CADRAGE CONTEXTUEL DE L'ETUDE ET ELEMENTS DE METHODOLOGIE

L'objectif de ce chapitre est de faire d'abord un cadrage contextuel de l'étude; ensuite de présenter la démarche méthodologique adoptée pour la réaliser.

1.1 Cadrage contextuel de l'étude

Tous les jours, de nouvelles problématiques économique, sociale et environnementale se posent. Le plus souvent, l'être humain en est le principal responsable par ses choix du mode de vie (consommation, occupation du territoire, exploitation des ressources naturelles etc.)

Nombreux sont les intervenants qui tentent, par diverses manières (sensibilisation, formation, action etc.) d'aider les populations à agir de façon plus responsable pour s'en sortir. Aussi assiste-t-on à la multiplication d'initiatives très louables. Mais malheureusement, leurs effets conjugués n'apportent pas de résultats escomptés. L'approche souvent faite se rapporte aux actions « pondues » par des acteurs, loin des réalités locales.

L'association « les groupements J'INTA » qui s'inscrit dans une démarche méthodique de développement à la base, a bien voulu initier cette étude dans sa zone d'intervention qui est le Département de Kouh-Est afin de trancher avec cette méthode inefficace.

Le Département de Kouh-Est est réputée être l'un des greniers du Tchad de par sa grande capacité de production agricole. C'est pourquoi, on peut voir en saison des récoltes, un nombre important des commerçants venus de tous les horizons du pays et même des pays étranger (RCA, Cameroun, Nigéria) pour s'approvisionner au marché hebdomadaire de cette localité. Mais malgré cette opportunité, la population fait face de manière récurrente à la famine en saison des pluies. En plus de cette récurrence de la famine dont il faut expier les causes profondes, le Département est confronté à d'autres défis : il s'agit de la dégradation des routes rendant inaccessibilité les localités voisines entravant

ainsi l'écoulement des produits agricoles. Aussi, craignant ces menaces, les paysans sont-ils contraints de vendre, dès les récoltes et à vil prix, leurs produits, s'exposant ainsi à des pénuries alimentaires en période de soudure.

A ce problème récurrent de mauvaise gestion des produits agricoles, source de famine, s'ajoute l'alcoolisme qui semble constituer un fléau qui déstabilise les foyers, détruit les outils de production, favorise la propagation des maladies etc. dont les jeunes en sont les principales victimes.

Forts de ce constat sombre, les cadres de la région ont décidé en 2002 de créer l'Association « les Groupements J'INTA » ; avec pour objectif de contribuer à mieux organiser les paysans du milieu rural afin qu'ils travaillent ensemble pour lutter contre tous ces fléaux.

Cette étude commanditée par l'association semble être un préalable à toute autre action, après l'atelier de formation sur les textes de base organisé en avril 2018 à Bodo, à l'effet de porter à la connaissance des membres, l'existence de cet outil de développement. L'objectif que se fixe l'association est de disposer d'un document qui analyse, sur des bases factuelles, le Département de Kouh-Est sur les plans démographique et socioéconomique afin de permettre d'orienter les interventions futures dans le département. Spécifiquement, il s'agit d'identifier, par une approche participative, les forces et faiblesses du Département ainsi que les opportunités afin de déboucher sur l'identification consensuelle des besoins prioritaires de la population pouvant faire l'objet des projets qui requièrent l'adhésion de tous.

Cette démarche envisagée par J'INTA se justifie du fait que la mise en œuvre de tout projet de développement local se base sur la réalisation préalable d'un état des lieux en tant qu'outil de connaissance des réalités locales.

1.2 Démarche méthodologique

Comme pour toute démarche de développement local, nous avons obligatoirement fait appel aux techniques d'investigations participatives. Elle s'articule autour de trois principales phases : une phase de préparation, une

phase de mise en œuvre de l'étude et une phase de capitalisation et de rédaction du rapport.

1.2.1 La phase préparatoire

Cette phase a été celle de concertation avec le coordonnateur. En effet, en répondant à la demande de l'association, une offre a été proposée et a fait l'objet d'échange. Des réponses aux questions de clarification ont été données. Ce qui a permis de décrypter la commande lors d'une rencontre d'harmonisation de la compréhension commune des termes de la mission. Il a été beaucoup plus question de voir comment mieux faire avec les maigres ressources dédiées à l'étude. Ce qui a permis de délimiter le champ de l'étude qui aurait pu se révéler plus lourde si certaines démarches telles que la restitution sur le terrain des premiers résultats, le captage de la perception des populations sur l'offre des services sociaux de base etc. étaient déployées.

1.2.2 La phase de mise en œuvre de l'étude

Cette phase a commencé ici à N'Djaména par la revue documentaire. Ensuite elle s'est poursuivie sur le terrain à Bodo par les entretiens semi-directifs et des focus group réunissant les membres de l'association « Les Groupements J'INTA ». La revue documentaire a permis de compléter le guide d'entretien proposé par l'association. Des échanges avec le Coordonnateur ont permis de rendre opérationnel cet outil.

L'analyse documentaire a concerné beaucoup plus les données quantitatives. Elle a permis de mettre à jour les indicateurs globaux concernant la zone de l'étude. A cette occasion, les documentations sur la province du Logone Oriental en général et celles du Département de Kouh-Est disponibles ont été explorées. Les sources documentaires exploitées à cet effet étaient le RGPH2, le rapport d'enquête MICS, l'EDS 2014-2015, la PNS et le PRDS du Logone Oriental, les documents de projets dans le Logone Oriental etc. D'autres sources ont été également exploitées telles que les PDL des cantons du Département de Kouh-Est, les sites internet où nous y avons trouvé des documents de méthodologie et

guide pratique de conduite d'études socioéconomiques dans divers secteurs (eau, environnement etc.).

Les données qualitatives quant à elles ont été collectées à l'aide des observations directes et/ou de la parole des personnes qui ont été interrogées (voir liste en annexe) soit en groupe (villages pilotes : Bémou, Békonda, Bodo, Béti) ou soit individuellement (responsables des services déconcentrés de l'Etat : SG du Département de Kouh-Est, Chef de secteur de l'agriculture, de l'élevage, l'Inspection de l'éducation nationale, les responsables du District sanitaire, les Délégués cantonaux, les agents de la coton Tchad SN).

Les données collectées ont été saisies directement dans la grille d'entretien complétée par des prises de note pour prendre en compte les aspects omis dans la grille. Après tri et analyse, nous avons retenu les séries statistiques qui nous paraissent les plus pertinentes et les plus révélatrices. C'est sur cette base que les grands thèmes d'étude proposés préalablement dans le guide d'entretien ont été améliorés pour servir à la structuration du présent rapport.

2. RESULTATS DU DIAGNOSTIC

Sont abordés dans ce chapitre les résultats des travaux effectués. Tous les aspects de l'étude, des atouts naturels qui caractérisent le Département aux recommandations en passant par les activités humaines, un effort conséquent est fait pour restituer les principaux enseignements pouvant permettre de bâtir un plan d'action au moins à moyen terme.

2.1 Le physique du Département de Kouh-Est entre atouts et contraintes

Les aspects physiques et morphologiques du Département (relief, sol, végétation, hydrographie, climat etc.) lui offrent assez d'opportunités (agriculture, élevage, pêche etc.) mais aujourd'hui menacés par le changement climatique avec son corollaire d'avancée du désert.

2.1.1 Un climat doux et agréable

D'une superficie estimée à 2000 Km², le Département de Kouh-Est est situé dans la province du Logone Oriental à l'extrême sud du Tchad à environ 550 km de N'Djaména de la capitale. Situé dans la zone soudano guinéenne, il bénéficie de ce fait d'un climat de type tropical humide à deux saisons : la saison sèche et la saison des pluies. Cette dernière qui autrefois commençait en avril et finissait en novembre, connaît de retard ce dernier temps, et s'installe en mai et se termine tôt en octobre. Avec les précipitations qui dépassait les 1200 à 1300 mm, le Département connaît de nos jours des précipitations qui dépassent rarement les 1000 mm et se répartissent irrégulièrement dans l'espace et dans le temps. Les fortes averses sont souvent à l'origine des lessivages du sol entraînant les matières nutritives du sol. Le mois de mars-avril est considéré comme le plus chaud. La température en cette période peut atteindre 45 °. Cette température extrême assèche le couvert végétal et favorise les feux de brousse que les paysans, entretemps, n'hésitaient pas à enflammer pour y chasser les rats. Cette pratique s'amenuise de plus en plus ces derniers temps

Le relief du Département est caractérisé par une surface plane, domaine de la savane favorable à l'agriculture et au pâturage. le sol change de nature en partant du nord vers le sud où, de couleur ocre, chargé de fer (sol ferralitique), il prend la forme noirâtres (limono-sableux) du côté ouest en côtoyant les cours d'eaux (pendé, kouh). Cette diversité de la nature du sol le prédispose, soit à une dégradation accélérée (sol ferralitique qui perd sa fertilité deux à trois ans d'exploitation). Les espèces pouvant donner le rendement acceptable sur ce type de sol sont moins nombreuses (tubercule, mil pénicillaire, arachides). Le sol limono sableux, plutôt dynamique est plus fertile et peut recevoir plusieurs cultures. Cependant, il est soumis à une pression car c'est là où se concentrent les activités agricoles et est le domaine de surpâturage, cause de conflits.

2.1.2 Kouh-Est, un Département avec des potentialités en eaux

Le Département est marqué par des potentialités en eau. Il est traversé au sud par la rivière appelée « Kouh » et le bras du Chari qui l'arrose depuis le confins de Béboto jusqu'à Daye. Cette potentialité hydrographique riche et varié offre

l'opportunité à quelques habitants de pratiquer la culture maraichère et la pêche. Mais quelque fois, expose le Département à l'inondation si la pluie est excédentaire. Il sert en même temps de voie fluviale (transport en pirogue) entre certaines localités du Mandoul et le Département. D'après les informations reçus des habitants de Bémbeitada et Békonda lors du focus group, le niveau des eaux de cette partie du Département varie selon les localisations et peut atteindre 2 à 3 mètres en fonction de la montée des eaux.

A l'ouest et au nord du Département, le réseau hydrographique est moins important. Il y a çà et là des marres et des marigots généralement temporaires et faiblement riche en ressources halieutiques mais ne demeurent pas moins des vrais abreuvoirs de bétails en saison des pluies

2.1.3 Un couvert végétal en perpétuelle disparition

La végétation ligneuse naturelle du Département était caractérisée par une savane arborée dense dominé par des espèces telles que le Karité, l'arbre à néré, le tamarinier et les légumineuses qui sont présents dans l'alimentation humaine et animale

Dans le peuplement ligneux du Département, on peut aussi citer certains arbres utilisés comme matière première des œuvres d'art, des matériels de travail et pour la fabrication des meubles tels que les bancs, les chaises etc. certains sont utilisés comme décoction médicinale et comme objets de rites ancestraux.

Cependant la végétation et la flore connaît depuis quelques années une forte pression démographique due aux actions philanthropiques. Plusieurs de ces espèces citées plus haut commencent à disparaître sous l'effet de la pression humaine. La végétation naturelle tend à faire place à des plantations artificielles notamment des arbres fruitiers autour des cases.

L'épineux problème de la dégradation du couvert végétal persiste, d'une part, à cause de la sécheresse et l'avancée du désert ; et d'autres part à cause de la pratique des méthodes culturelles archaïques sur brulis et une urbanisation

sauvage des villes du Département. Les pouvoirs publics s'attèlent à la protection de l'environnement en interdisant la coupe abusive des bois, mais sans proposer des mesures alternatives pour atténuer les effets de cette interdiction, étant donné que la population, à majorité agricole, est obligée de débroussailler pour y faire l'agriculture et elle n'a pas accès à d'autres sources d'énergie que les bois de chauffe pour la cuisson des aliments.

Les conséquences de la destruction du couvert végétal ne sont plus à démontrer : exposition du sol aux érosions en nappe et de surface. Le premier type d'érosion entraîne les matières fertilisantes du sol et le second dégrade les rues, l'absence de couronne forestière autour des villages et villes du Département qui les expose au désert, aux vents violents ainsi que la disparition des sites culturels ou initiatiques.

2.1.4 Un Département dans un processus de dépopularisation de sa faune

Le Département de Kouh-Est regorgeait des lustres, plusieurs espèces de faune riches et variés. Le peuplement de la faune autrefois bigarrée où l'on comptait parmi les plus redoutables tels que les lions, les buffles, les éléphants, les rhinocéros, les phacochères etc. a fait place de nos jours à des espèces plutôt méprisables et d'ailleurs rares telles que des petits rongeurs, des gazelles et des cynocéphales etc.

La disparition regrettable de la faune du Département, aux dires des populations, est la conséquence de l'histoire politique du pays (guerre et rébellion à répétition) et de la destruction des forêts qui les abritaient.

2.1.5 Une organisation administrative, ingrédient du développement local

Le Département de Kouh-Est est de création récente en la faveur des réformes institutionnelles de 2006. Bodo est le chef-lieu du Département qui comprend trois (3) sous-préfectures à savoir Bodo, Bédjio et Béti ; sept (7) cantons : Bodo, Bédjio, Takapti, Béti, Bémbaïtada, Békonda, Bépara et deux cent soixante-sept (267) villages et quelques ferriques. Le Département de Kouh-Est est limité au

nord par la ville de Doba, à l'est par Bédjondo dans le Mandoul, à l'ouest par Béboto (Département de Kouh-Ouest) et au sud par Bouna (Moyen Chari)

Depuis l'érection de Bodo en Département, il bénéficie des services déconcentrés de l'Etat qui devraient servir de tremplin au développement. La politique de décentralisation lancée en 1996 et faisant des chefs-lieux des Départements, des communes devrait pouvoir booster le développement de ce Département si les élections communales y étaient organisées. Malheureusement, cette politique peine encore à s'ancrer dans la réalité. Ce qui fait de l'exécutif communal l'organe déconcentré de l'Etat et non un organe élu.

L'ensemble du milieu physique du Département est favorable au développement des activités agro-syslvo-pastorales. Cependant la pression démographique, le surpâturage, la dégradation de l'environnement, la mauvaise gestion des ressources naturelles, les feux de brousse, le braconnage, la décentralisation imparfaite faisant toujours de Bodo une commune de moyenne exercice etc. sont des principaux facteurs qui influencent négativement le développement du Département. Ces facteurs poussent les populations à quitter le Département à la recherche des terres fertiles dans les Départements voisins

2.2 Profil socioéconomique du Département

Nous abordons dans ce chapitre les aspects liés à la démographie, au cadre institutionnel des secteurs sociaux de base (santé, éducation) et aux valeurs culturelles.

2.2.1 La démographie du Département de Kouh-Est

Le Département de Kouh-Est est l'un des Départements de la province du Logone Oriental. C'est un vaste territoire à dominante rurale. Selon le RGPH2 de 2009, sa Population est de 100.401 habitants. Mise à jour par les services sanitaires du Département, elle est de 139.392 habitants dont 68.302 hommes et 71.089 femmes. Soit une augmentation de 39.991 habitants en 10 ans.

Tableau 1 : données démographiques du Département de Kouh-Est

ZONE DE RESPONSABILITE	POP TOTALE	0-59 mois	0-15 ans	15 ans +
Bodo MSP	8 372	1 669	4 232	4 140
Bodo BELACD	11 587	2 309	5 857	5 730
Bodo ACT	5 294	1 055	2 676	2 618
Bégada	21 880	4 361	11 060	10 820
Bédjo	9 051	1 804	4 575	4 476
Béngamian	8 871	1 768	4 484	4 387
Bémbaïtada	9 671	1 927	4 889	4 782
Bépara	8 872	1 768	4 485	4 387
Béyama	6 825	1 360	3 450	3 375
Békonda	10 033	2 000	5 072	4 961
Béti MSP	12 264	2 444	6 199	6 065
Béti ACT	10 321	2 057	5 217	5 104
Dédaye/Sanodjo	3 892	776	1 967	1 925
KouhMouabé	7 101	1 415	3 590	3 511
Takapti	1 439	287	727	712
Békodo	3 919	781	1 981	1 938
Total DS Bodo	139 392	27 781	70 461	68 931
En %		19,93	50,55	49,45

Source : Rapport d'activités du DS de Bodo, 2018

18,11% de la population vit en zone urbaine, soit 25.253 habitants et 81,89% en zone rurale. Cette situation mise à jour pour des besoins sanitaires donne 19,93% le nombre des R de 5 ans. Les 15 ans et plus représentent 49,45% de la population et les 0-15 ans constituent l'essentiel de la population avec un pourcentage de 50,55%. Ce qui fait du Département un Département jeune de par sa population.

D'autres sources font état d'une population féminine massivement rurale selon la répartition par sexe et par lieu de résidence.

Les données sur le solde migratoire ne sont pas disponibles pour juger de l'attractivité du Département. Cependant, l'observation donne à croire que les populations du Département et notamment les jeunes, compte tenu de la dégradation du sol et de l'insécurité sont exposés à l'exode rural. Certains quittent le Département à la recherche des terres plus fertiles dans d'autres Départements tandis que d'autres regagnent les villes. Contrairement au mouvement des autochtones, nous assistons à l'installation récente des allogènes, notamment les commerçants, dans le Département.

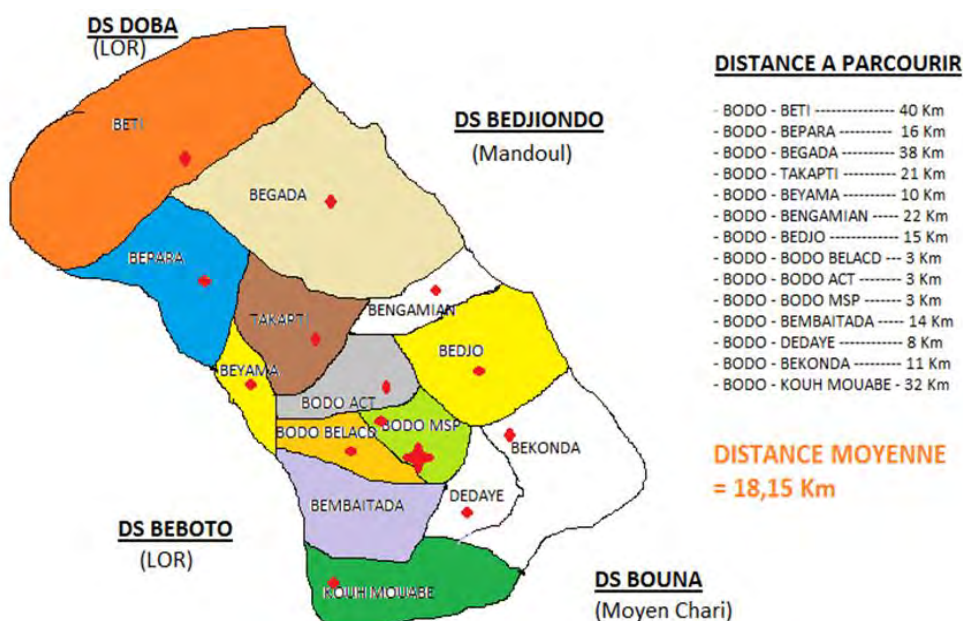
2.2.2 cadre institutionnel des secteurs sociaux de base

Le cadre institutionnel des secteurs sociaux fait référence aux offres de services de soins de santé de qualité, aux offres de l'éducation etc. bref à l'accès des services sociaux de base.

2.2.2.1 L'offre de soins de santé dans le Département

L'offre de soin de santé dans le Département est assurée par le district sanitaire de Bodo qui représente le niveau périphérique de la pyramide sanitaire. Il est de création récente et est rendu fonctionnel depuis l'affectation et la prise de service d'un médecin-chef en 2011. La carte sanitaire du DS de Bodo se présente comme suit :

Carte 1 : carte sanitaire du DS de Bodo



Le district compte 20 zones de responsabilité dont 4 non fonctionnelles (Dédaye, Bédouada, Bégada MSP, Ndokobo) soit une couverture sanitaire théorique de 86,66%. La plupart de ces centres sont ni construits en matériaux durables ni équipés et sur les 16 CS fonctionnels, 4 sont confessionnels et 3 communautaires.

A coté des CS formels ci-dessus, il y a des praticiens qui s'installent de manière informelle (à Bépara, il y a un centre de soin à domicile) et des cliniques privés à but lucratif (Bodo). Il n'existe pas de pharmacie réglementaire. Ce qui donne libre cours à la vente de médicaments par terre et à l'automédication.

Les principales pathologies prises en charge au niveau des CS et leur poids se présentent comme suit :

Tableau 2 : Principales pathologies

Principales pathologie	taux de mortalité lié
Paludisme	2,5%
Accidents de la voie publique	5,9%
IRA	8,1%
Anémie	17,9%
Intoxication	9,0%
VIH	3,6%
Taux de létalité du paludisme	1,2%
Prévalence du paludisme	44%

Source : *Rapport annuel du DS de Bodo, année 2017*

La diarrhée et la fièvre typhoïde dues surement à la mauvaise qualité de l'eau, à l'environnement immédiat malsain (défécation à l'aire libre, puits non busés etc.) la malnutrition, et les pathologies chirurgicales font partie des pathologies récurrentes. Le paludisme constitue à lui seul 78,5% de cas et les enfants sont les plus touchés par cette maladie qui s'installe généralement entre juillet-septembre.

L'anémie sévère qui accompagne les cas de paludisme grave chez les enfants dans le Département n'est pas bien connue de la population qui croient en une autre pathologie (mogne n'dah = maladie blanche) que le paludisme.

Le taux de la consultation prénatale (CPN 1) est acceptable car il se situe à 102,5% en 2017 mais retombe à seulement 43,5% en CPN 2 alors que la cible de cette activité est importante comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 3: Cible de la santé maternelle en 2018

ZONE DE RESPONSABILITE	FEAP	Grossesses attendues	Accouchements attendus
Bodo MSP	1 822	461	401
Bodo BELACD	2 521	638	555
Bodo ACT	1 152	292	254
Bégada	4 761	1 206	1 048
Bédjo	1 969	499	434
Béngamian	1 930	489	425
Bémbaïtada	2 104	533	463
Bépara	1 931	489	425
Béyama	1 485	376	327
Békonda	2 183	553	481
Béti MSP	2 669	676	587
Béti ACT	2 246	569	494
Dédaye/Sanodjo	847	214	186
KouhMouabé	1 545	391	340
Takapti	313	79	69
Békodo	853	216	188
Total DS Bodo	30 331	7 681	6 677

Source : Rapport annuel du DS de Bodo, 2018

NB : Bégada et Bodo sont les ZR qui concentrent plus de femmes en âge de procréer (FEAP)

Le paquet complémentaire d'activités est assuré à l'hôpital de district, qui a été construit en 2010 et qui a ouvert ses portes à la faveur de l'affectation du MCD qui a pris service le 16 août 2011.

L'hôpital de District de Bodo dispose de 05 bâtiments principaux abritant le bloc administratif, le bloc opératoire, les hospitalisations (pédiatrique et gynécologique) dans un même bâtiment ainsi que la médecine et la chirurgie dans un même bâtiment.

Tableau 4: situation des RH en 2018

Hôpital de District de Bodo	Médecins	Pharmacien	Maïeuticiens	Tech. pharm	IDE	SFDE	ATS	Tech. Labo.	Tech.	Chauffeur	Gestionnaire/	Administrateur	MO Décision	TOTAL
Nombre	1	0	2	0	0	0	4	2	0	2	0	2	2	13

Source : DS de Bodo, 2018

Comme on peut le constater, il n'y a aucune SFDE à l'HD et aucun IDE. Le district dispose de 02 ambulances mais il n'y a aucune ligne budgétaire pour le fonctionnement et l'entretien. L'hôpital n'est pas équipé. La maternité et la chirurgie sont abritées dans un même bâtiment. La maternité manque de boîtes d'accouchement, de ventouse, de matériels de réanimation, de pèse bébé. Il n'y a pas de source lumineuse pour les accouchements nocturnes (alors que généralement les accouchements se produisent la nuit)

Au bloc opératoire, la boîte césarienne est défectueuse. Une seule table d'opération en bois est disponible. Pour stériliser le matériel, on utilise le gaz à cause du manque de stérilisateur, avec tout le risque que ça comporte. On s'attend à ce qu'un jour, l'hôpital explose avec l'utilisation du gaz.

Au niveau de la médecine, il n'y a pas de lit d'hospitalisation. Les malades hospitalisés couchent à même le sol. D'une capacité de 25 lits (pour une norme de 1 lit pour 1000 habitants), la capacité reste faible. Ce qui fait que le taux d'occupation reste faible (24,8%) avec une norme de 80% . Le taux d'évasion est

élevé à cause de la mauvaise qualité de service. Depuis 2016, il n'y a pas de médicaments de la gratuité de soins.

Certaines zones de responsabilité sont inaccessibles en saisons des pluies. C'est ainsi qu'entre juillet-août et septembre, Bégada est coupé du DS ainsi que Sanodjo.

Dans la mise en œuvre du PMA, il y a souvent de rupture d'antigènes (BCG) créant ainsi des résistances à la vaccination (Béyama semble être le village le plus touché par des cas de résistance).

Malgré le sous équipement et l'insuffisance numérique et qualitative du personnel (l'HD fonctionne actuellement avec un seul médecin qui fait office à la fois de MCD et de MCH), la pression des demandes d'utilisation des services est forte aussi bien pour les pathologies médicales que chirurgicales. Les indicateurs du Paquet Complémentaire d'Activités (PCA) en 2017 se présentent comme suit :

Tableau5: indicateurs du PCA

Accouchement attendus	5498
Taux accouchement assisté	3,0%
Taux d'accouchement avec complication	34,3%
Taux de décès nouveau né	28,4%
Taux de décès maternel	1,8%
Taux de césarienne	26,6%
Taux de planning familiale	1,9%
Taux d'occupation moyenne d'hospitalisation	24,8%

Source : Rapport du DS de Bodo, 2017

Le nombre d'accouchement assisté reste toujours bas 2,7 à 3%, les accouchements compliqués sont élevés 34% avec un taux de létalité de nouveaux nés qui a doublé entre 2016 et 2017 passant de 16,9% à 28,4% les accoucheuses traditionnelles sont la cause du retard de prise de décision selon le MCD.

Tableau 6 : Logistique

Services	Véhicule superv	Ambu- Lances	Motos	Groupe électrogène	Unité inform	Photoco- pieur	Frigo
DS de Bodo	1	2	6	2	0	0	7

Source : Chef de zone, 2018

On remarque que sur les 16 CS fonctionnels, 7 seulement disposent d'un frigo. Aussi, les CS dépourvus de frigo se ravitaillent auprès de ceux qui en disposent pour les activités de vaccination de routine. La qualité du vaccin doit certainement subir un coup à cause de ce manque de la CDF.

A Bodo, il existe au sein du la ZR BODO ACT, un centre de soins oculaires lancé en 2005 grâce à l'appui du centre hospitalier Batist Mid Mission de Koumra avec l'appui d'une ONG Allemande (CBM) Chrisoffel Blend Mission. Ce centre est tenu par un TSO aidé de 5 agents.

Les partenaires intervenant dans le secteur de la santé sont: l'OMS, l'UNICEF, l'UNFPA, la WORLD VISION et JHPIEGO. L'OMS, apporte son appui au renforcement du système de santé par l'aide à l'élaboration des micro plans et, en interrelation avec l'UNICEF, l'appui à la vaccination. Quant à l'UNFPA, il intervient dans la santé maternelle et infantile et appui le planning familial dans les centres de santé. Il s'occupe également du volet important de la santé reproductive. La World Vision et JHPIEGO apportent leurs contribution dans la lutte antipaludique et l'assainissement. World Vision met aussi à la disposition de l'HD de Bodo, certains matériels tels que les tables d'accouchements et les kit d'accouchements.

Concernant la prise en charge des soins de santé, la gratuité instaurée par l'Etat en 2017 tend à disparaître. Les médicaments dédiés à la prise en charge de la gratuité ne sont plus disponibles depuis 2016. Cependant, la communauté y contribue énormément. Rien n'est dit sur le recouvrement de coût à l'HD pour permettre d'avoir une idée sur le cout moyen par cas. Cependant au dire des populations (lors des focus group), les frais des actes sont insupportables à l'hôpital. Néanmoins les patients déboursent les moyens pour leur santé (un

patient n'a pas hésité à déboursier 150.000 FCFA pour une intervention chirurgicale au pied).

Il faut signaler aussi l'existence des mutuelles : « Djiraïbé » à Bodo et « Kaou tar le dew » à Béti. Elles ont été mises en place pour assurer le co-paiement des dépenses de santé pour leurs membres. Ces mutuelles mises en place depuis 2010 comptait à leur création plus de 1000 membres, soit 8,56% de la population (de Bodo hormis celle de Béti). Elle a contractualisé avec les centres de santé pour une prise en charge de certaines pathologies. Les membres adhèrent à la mutuelle pour 500 FCFA par ménage et paient une cotisation de 1500 FCFA par tête. En cas de maladie, le centre de santé prend en charge moyennant 1500 FCFA payés par le patient quelque soit le coût de traitement. La différence est remboursée par la mutuelle. Ce système semblait marcher au début. Mais à cause du manque de moyen et de la mauvaise qualité de services délivrés dans les centres de santé, le nombre des adhérents commence à baisser. C'est un secteur à redynamiser et à développer pour limiter l'inaccessibilité financière des populations aux soins de santé.

2.2.2.2 Environnement politique et institutionnel en matière de santé et de protection sociale

L'environnement politique et institutionnel en matière de santé et de protection sociale au Tchad, d'une manière globale, est caractérisé par une forte demande mais une offre qui satisfait partiellement cette demande. La politique nationale sanitaire se donne comme ambition d'offrir à toute la population un service de soin de qualité dans un système de couverture universelle. Cette politique en cours peine encore à mettre en place tous les éléments de cette couverture universelle. Ce qui fait, qu'en dehors de quelques pathologies dont la prise en charge est rendue gratuite, la plus part des populations est contrainte de déboursier intégralement ses propres moyens pour la prise en charge de sa santé. L'application de la politique de gratuité des soins n'est pas effective dans beaucoup de structures de soins dans le Département. Ce qui est généralement cause d'inaccessibilité aux services de soins étant donné que la situation financière des populations est précaire.

Le gouvernement tente de susciter la création des mutuelles de santé mais ce domaine reste encore ambryonnaire. Dans le Département, des initiatives sont prises pour mutualiser les moyens à la prise en charge de la santé mais compte tenu de la qualité médiocre de la prise en charge, les membres commencent à se retirer petit à petit des mutuelles. Le manque de dispositif de contrôle de qualité dans les services publics d'une manière générale et dans les services de soins en particulier fait que les soins délivrés aux populations et les coûts de santé supportés par cette population est une des cause profonde d'exclusion des services de soins.

Pour pallier le manque des structures de prise en charge sanitaire et de protection sociale, les populations et surtout les femmes tentent de s'organiser au sein des groupements, tontine et associations d'entraide pour subvenir à leurs besoins. La création récente de la caisse d'épargne et de credit à Bodo offre des opportunités aux populations de s'en sortir.

2.2.2.3 L'appareil éducatif local

Quelques chiffres clés permettent d'apprécier la situation éducative dans le Département. En effet, on compte dans le Département 95 écoles primaires dont 40 publiques, 10 privées et 45 communautaires. Avant les années 2013, on comptait 115 écoles primaires. Ce nombre s'est vu réduit après la suppression après 2013 de quelques écoles communautaires qui n'ont pas rempli les conditions nécessaires. Trois Inspections Pédagogiques Primaires (IPEP) coordonnent ces écoles (dowar, Bédjo et Béti).

Il y a 19 établissements de l'enseignement moyen dont 14 publics, 2 privés et 3 communautaires (dont 1 non fonctionnel) tandis que l'enseignement secondaire renferme 3 Lycées : Lycée de Bédjo, Lycée de Béti et le Lycée Yokabdjim de Bodo.

Il faut signaler l'existence d'un service de formation continue des enseignants et un secteur d'alphabétisation regroupant 3 sous secteurs alpha (Bodo, Bédjo et Béti). Les données clés de toutes ces structures nous donnent d'amples informations sur leur importance.

- **Enseignement primaire**

Tableau 7 : Effectif des élèves

IPEP	STATUT	TOTAL		ENSEMBLE	pourcentage	
		G	F		G	F
BEDJO	PUBLIC	1 419	871	2 290		
	PRIVE	-	-	-		
	COMMU	464	288	752		
	TOTAL	1 883	1 159	3 042	61,90	38,10
BETI	PUBLIC	2 232	1 228	3 460		
	PRIVE	179	138	317		
	COMMU	873	624	1 497		
	TOTAL	3 284	1 990	5 274	62,27	37,73
DOWAR	PUBLIC	3 840	2 799	6 639		
	PRIVE	816	720	1 536		
	COMMU	1 052	702	1 754		
	TOTAL	5 708	4 221	9 929	57,49	42,51
TOTAUX		10 875	7 370	18 245	59,61	40,39

Source: IPEP de Kouh-Est, année 2017-2018

Le tableau montre qu'il y a, en 2018, 18 245 élèves dans le Département, tout statut des écoles confondues (public, privé ou confessionnel). Sur ce chiffre, les garçons représentent 59,61% (10 875) et 40,39% de filles (7 370).

Tableau 8 : Rendement interne des élèves au primaire

INDICATEURS	TOTAL		ENSEMBLE
	G	F	
Effectifs	10 875	7 370	18 245
Présents	10 270	6 943	17 213
Abandons	2 188	1 655	3 843
Admis	5 955	4 013	9 968
Échoués	3 493	2 647	6 140
% d'admission	57,98	57,80	57,91
% d'échec	34,01	38,12	35,67
% d'abandon	21,30	23,84	22,33

Source : IPEP de Kouh-Est, année scolaire 2017-2018

Les trois dernières lignes concernant les pourcentages nous montre le niveau de rendement des élèves. On se satisfait de constater que le taux d'admission entre filles et garçons est presque identique (57,98 pour les garçons et 57,80 pour les filles). Ce qui contredit les croyances selon lesquelles les garçons seraient plus intelligents que les filles. C'est une situation à encourager. Cependant, pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons plus loin, le taux d'abandon pour les filles est supérieur (23,84%) à celui des garçons (21,30%).

- **Enseignement moyen**

la situation se retourne négativement à l'enseignement moyen. En effet, sur 19 collèges que compte le Département, 4 collèges ne sont pas fonctionnels dont 3 collèges publics (Bégada, Bélyama et Ndokobo) et 1 collège communautaire (Bédjondouli).

Sur le graphique 1 et le tableau 9 ci-dessous, on peut remarquer que l'effectif des élèves décroît progressivement de la 6ème vers la 3ème avec une accentuation pour les filles.

Graphique 1 : Evolution des effectifs des élèves à l'enseignement moyen

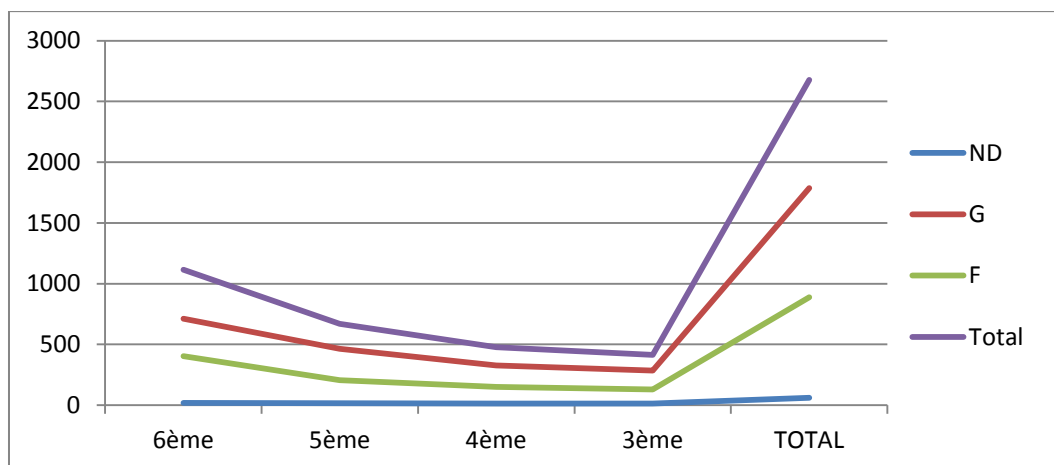


Tableau 9 : Effectif des élèves par classe au moyen

Niveau	ND	G	F	Total	Ratio e/c
6ème	18	712	403	1115	61,94
5ème	16	465	205	670	41,88
4ème	14	326	152	478	34,14
3ème	13	285	129	414	31,85
TOTAL	61	1788	889	2677	43,89

Sources : IPEP de Kouh-Est, année scolaire 2017-2018

Tableau 10 : Evolution des effectifs des élèves au moyen

Niveau	Effectif		Total	Taux de Baisse	
	G	F		G	F
6ème	712	403	1115	63,86	36,14
5ème	465	205	670	69,40	30,60
4ème	326	152	478	68,20	31,80
3ème	285	129	414	68,84	31,16

Source : IPEP de Kouh-Est, année scolaire 2017-2018

Ce qu'on peut appeler taux de baisse des effectifs contredit les taux d'admission analysés plus haut. En effet, bien que les filles réussissent autant que les garçons, leurs effectifs s'amenuisent quand on atteint le niveau supérieur. Cette baisse corrobore bien avec le taux d'abandon constaté aussi plus haut.

En voyant le tableau 10 ci-dessus, les filles perdent plus de places que les garçons en partant de la 6^{ème} vers la 3^{ème}. Ainsi, de 63,86% de l'effectif des garçons en 6^{ème}, on augmente à 68,84 en 3^{ème}, soit une augmentation de presque 5 points, alors que pour les filles, on a quitté de 36,14 en 6^{ème} pour retomber à 31,16 en 3^{ème} soit une baisse de 5 points.

Quant aux structures de l'offre d'enseignement, on remarque un bon maillage scolaire sur le territoire. En effet, comme on peut le constater sur le tableau 11 ci-dessous, le ratio élèves par classe est relativement acceptable (en moyenne 43,89 élèves)

Tableau 11: Desserte en infrastructures scolaires à l'enseignement moyen

Niveau	ND	G	F	Total	Ratio e/c
6 ^{ème}	18	712	403	1115	61,94
5 ^{ème}	16	465	205	670	41,88
4 ^{ème}	14	326	152	478	34,14
3 ^{ème}	13	285	129	414	31,85
TOTAL	61	1788	889	2677	43,89

Source : *IPEP de Kouh-Est, année scolaire 2017-2018*

Le ratio élèves par classe cache des réalités inadmissibles. En effet, si les bâtiments scolaires sont en majorité en dur et semi dur dans le primaire du secteur public, en revanche, aucune école communautaire n'est construite tout comme les bâtiments du cycle moyen. A l'exception du CEG de Bodo et Béti, tous les autres CEG fonctionnent dans les hangars. Quant au secondaire, sauf les lycées publics sont construits en dur et semi dur.

Tableau 12 : Résultats de fin d'année 2017-2018 à l'enseignement moyen

NIVEAU	EFFECTIFS A LA RENTREE	effectif de fin d'année	ADMISSIONS	REDOUBLEMENT	ABANDON
6 ^{ème}	1080	918	376	387	155
5 ^{ème}	668	567	226	262	79
4 ^{ème}	470	365	197	93	75
3 ^{ème}	390	371	241	126	20
Total	2608	2221	1040	868	329
Taux de redoublement				39,08%	
Taux d'abandon					14,81%

Source : *IPEP de Kouh-Est, année scolaire 2017-2018*

Pour un taux de redoublement de presque 40% (39,08), on peut dire que ce taux est trop élevé.

Le taux d'abandon de 14,81% est jugé aussi élevé. Des stratégies idoines doivent être déployées à ce niveau pour réduire ces taux.

- **L'enseignement secondaire**

L'enseignement secondaire comporte trois Lycées : le Lycée de Bédjo, le Lycée de Béti et le Lycée Yokabdjim Mandigui de Bodo. Les trois Lycées comptent en 2018, 549 élèves toute série confondue de la 2^{nde} U en Terminale.

Tableau 13 : Effectif des élèves au secondaire

	2nde U			1ère L			1ère S			TA			TD			TOTAUX		
LYCEE DE:	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
BEDJO	50	15	65	44	8	52			0	28	11	39			0	122	34	156
BETI	12	5	17	7	3	10			0	20	2	22			0	39	10	49
YOKABDJIM	66	30	96	43	19	62	6		6	126	37	163	9	8	17	250	94	344
TOTAUX	128	50	178	94	30	124	6	0	6	174	50	224	9	8	17	411	138	549

Source : *IPEP de Kouh-Est, année scolaire 2017-2018*

Cependant, force est de constater que les filles sont encore de plus moins nombreuses et représentent 25,10% (138) pour 74,9% pour les garçons.

De plus, sur les trois Lycées, seul le Lycée Yokabdjim comporte des séries scientifiques (1^{ère} S et TD). En 2018, il n'y a aucune fille en 1^{ère} S. Sauf en TD où il y a 8 filles sur les 17 que compte la classe.

Vu cette situation, un soutien conséquent doit être apporté aux filles pour l'augmentation de leur nombre, d'abord pour atteindre le niveau secondaire et ensuite dans les séries scientifiques. Pour les séries scientifiques, même la proportion des garçons est très faible (6 en 1^{ère} S et 9 en TD)

Pour l'année scolaire 2017-2018, les résultats au baccalauréat se présentent comme suit dans le tableau 14 ci-dessous :

Tableau 14 : Résultats au Baccalauréat 2017-2018

SERIE	CANDIDATS INSCRITS			ADMIS			POURCENTAGE		ENS
	G	F	T	G	F	T	G	F	
A4	174	55	229	95	26	121	54,60	47,27	
D	22	3	25	7	0	7	31,82	0,00	
TOTAL	196	58	254	102	26	128	52,04	44,83	65,31

Source : *IPEP de Kouh-Est, année scolaire 2017-2018*

On remarque que si 47,27% des filles étaient admis en série A4, en revanche aucune n'a été admise au baccalauréat de la série D où 3 candidates ont été présentées.

- **L'Alphabétisation**

En ce qui concerne l'alphabétisation, les résultats de l'évaluation finale de l'année 2017-2018 sont très encourageants. Ils démontrent la volonté des femmes à vouloir savoir lire et écrire. Le tableau 15 ci-dessous le montre à suffisance.

Tableau 15 : résultats de l'évaluation de l'alphabétisation de 2017-2018

NIVEAU	INSCRITS			ABANDONS			PRESENTS			ADMIS			ECHOUES		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
I	911	1213	2124	421	380	801	490	833	1323	472	813	1285	18	20	38
II	243	352	595	40	62	102	203	290	493	191	284	475	12	6	18
POST ALPHA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1154	1565	2719	461	442	903	693	1123	1816	663	1097	1760	30	26	56

Sources : *IPEP de Kouh-Est, année scolaire 2017-2018*

On peut le constater avec satisfaction que les femmes se sont massivement inscrites au premier niveau que les hommes (1213 contre 911). Les hommes, bien que moins nombreux ont été les plus à abandonner (421 hommes contre 380 femmes). Encore les femmes sont les plus admises que les hommes (813 femmes contre 472 hommes). La même situation s'observe pour le niveau 2 où les femmes devancent toujours les hommes.

Il n'existe pas d'établissement d'enseignement technique ou de formation professionnelle dans le Département. Le Centre de Formation Professionnelle Agricole (CFPA) était la structure qui formait les agents vulgarisateurs agricoles. Cette structure, comme les autres, a presque disparu.

2.2.3 Amorce d'une perte des valeurs culturelles

La vie culturelle du Département, autrefois vivace, amorce malheureusement la perte de ses valeurs. En effet, les danses folkloriques, les rites initiatiques, les activités culturelles, ludiques et sportives qui rythmaient le Département sont réduites aujourd'hui à leur simple expression symbolique. On remarque une perte de certaines valeurs de bravoure, de travail et de respect des us et coutumes d'un temps. C'est ainsi que sur le plan purement traditionnel, on assiste à la rupture totale entre les jeunes et leurs aînés faisant disparaître les valeurs que ces derniers transmettaient. Les rites traditionnels qui marquaient l'entrée des jeunes adolescents dans la vie active sont réduits aux simples moyens de survie des chefs initiatiques. Mal réglementés, ils contribuent, avec l'excision qui est une autre forme de perpétuation de la culture, à destabiliser l'éducation des jeunes. L'initiation est certes une richesse culturelle, cependant son organisation permanente sans respect des délais nécessaires constitue plutôt un handicap au développement de la jeunesse.

La même pesanteur socioculturelle empêche le développement de la scolarisation des filles. Les parents surchargent les filles avec les travaux champêtres et ménagers et sont contraintes aux mariages forcés. Les femmes et les enfants sont empêchés de manger certains aliments (poulets, œufs etc.) et sont exposés aux violences diverses (conjugales, basées sur le genre etc.).

Lors du focus group, les femmes ont témoigné du comportement malsain de leurs maris et des parents. Pour elles, il manque totalement de dialogue dans les foyers et entre parents et filles. La cause principale citée par les participants est l'alcoolisme, notamment des femmes elle-mêmes. L'alcoolisme fait que les problèmes sont souvent mal abordés dans les foyers et tournent toujours à l'incompréhension, aux conflits et à la bagarre.

Dans le domaine sportif, le manque d'équipements sportifs fait que les disciplines qui se pratiquaient se sont réduits. Seul le football est réellement pratiqué et quelques jeunes pratiquent les arts martiaux (Béti) alors que durant les années 80, le terrain de Bodo par exemple accueillait plusieurs disciplines dont le volley ball, le hand ball féminin et le foot ball. Aujourd'hui, le terrain principal est en état de dégradation avancée à cause de l'érosion de surface.

2.3 L'organisation et l'évolution de l'économie locale

Il s'agit ici d'avoir une vue d'ensemble des activités économiques présentes sur le territoire du Département, bien qu'il soit d'abord et avant tout agricole.

2.3.1 Place prépondérante de l'agriculture dans l'économie locale

L'indépendance du pays a été très rapidement suivie par une instabilité politique. Néanmoins vers les années 70, la croissance économique globale a été tirée par l'agriculture et l'élevage, à la faveur d'une politique volontariste du premier Président de la République d'alors, faisant du Département de Kouh-Est le grand bénéficiaire des structures de développement agricole (installation de l'ONDR à Bodo). Cette tendance reste toujours d'actualité même si les années 2003 ont vu le début de l'exploitation du pétrole sur lequel l'économie s'est temporairement assise.

En l'absence des données désagrégées sur le Département, il faut rappeler la régression globale qu'il y a eu vers les années 80 marquée par la sécheresse et le renforcement de l'instabilité avec les rébellions à répétition dont le Département a été victime et qui a déstructuré le tissu économique.

Mais grâce à sa capacité de résilience favorisée par son milieu physique décrit ci-haut, le Département se remet en scelle. Ainsi les secteurs économiques porteurs demeurent toujours l'agriculture et l'élevage, suivis de la pêches. Quelques unités de commerce développées notamment par les allogènes, les structures d'hébergement, de transport etc. ont récemment vu le jour.

Si l'apport du pétrole dans la zone productrice a semblé contribuer à la création de la valeur ajoutée, en revanche le poids de l'agriculture dans l'économie locale se maintient indéniablement. Il est et restera source de création d'emploi comme l'illustrent les tableaux qui suivent.

Tableau 16: évolution des superficies de cultures vivrières en corde (une corde = 0,5 ha)

CULTURES	ANNEES			
	2015	2016	2017	2018
Arachide	476	2 998	4 856	7 992
Sorgho	1 096	3 216	4 314	5 552
Mil pénicillaire	868	1 106	3 304	3 088
Riz	1 013	1 604	3 204	1 941
Sésame	2 186	3 192	4 226	2 030
Manioc	512	310	624	322
Niébé	1 568	2 605	3 217	5 816
Patate	613	2 603	3 206	3 528
Maïs	192	844	918	4 567
Total	6 151	12 426	20 528	20 925

Source : CGI, 2018

La superficie des cultures vivrières a connu un bond, passant du simple au double entre 2015 et 2017. A cause de la mévente de certains produits notamment du coton, la surface s'est estompée en 2018.

On a voulu faire le lien entre la surface cultivable et le rendement, mais les données au niveau local n'ont pas été disponibles.

Tableau 17: Projection de la capacité de production des cultures vivrières 2019-2020

ZONE AGRICOLE	NBRE GRPM T	NBRE PLANTE URS	NBRE FEMMES	NBRE D'ACTIFS	Superficie (en cordes soit 0,5 ha)					TOTAL sup CULTURE
					MAIS	ARACHIDE	SESA ME	SORGH O	MIL	
TAKAPTI	480	7 018	689	26 268	4 780	12 984	12 638	12 326	9 856	52 584
BODO	636	9 300	1 040	34 148	5 938	17 348	16 907	16 125	133	69 451
TOTAL	1 116	16 318	1 729	60 416	10 718	30 332	29 545	28 451	22 989	122 035

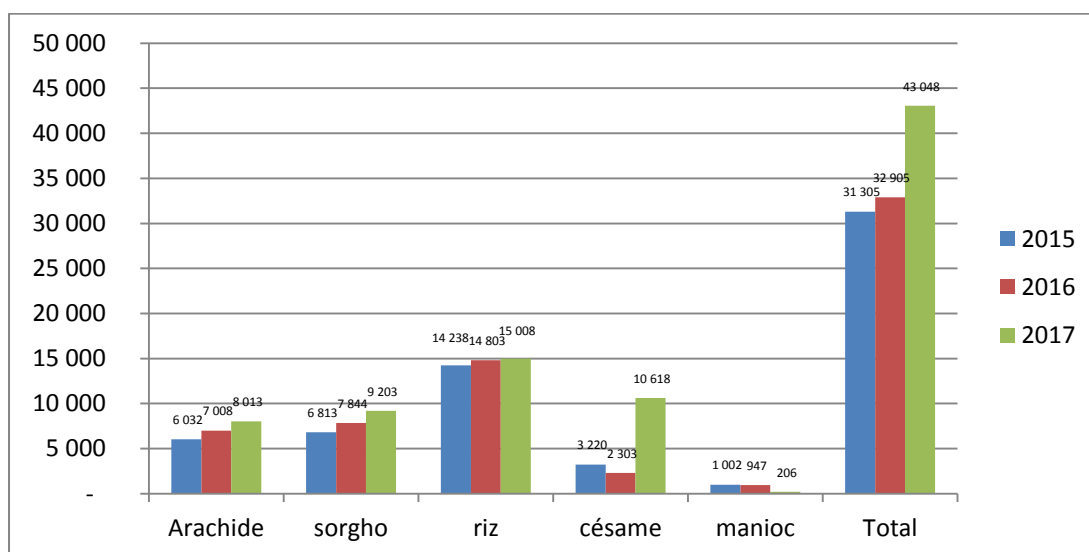
Source : estimation du CGI 2018

Les données sur le nombre des Associations villageoises et des groupements (1116) qui apparaissent sur le tableau ci-dessus, le nombre important des planteurs (16 318 personnes) et celui des actifs (60 416 personnes) prouvent à suffisance que l'agriculture est un des principaux moyens d'existence de la population, dans le Département de Kouh-Est. Malheureusement, pour une moyenne de 2,01 cordes par actif pour les deux secteurs agricoles en 2019-2020, les paysans n'atteignent pas leur capacité optimale.

De, par l'importance des ménages concernés, l'agriculture est porteuse d'une croissance inclusive ; c'est-à-dire qu'une amélioration dans ce domaine, pourvu qu'elle porte sur des activités ou des pratiques courantes, peut avoir des effets sur une grande partie de la population et augmenter leur capacité de résilience pendant les périodes de soudure.

NB : Il y a trois secteurs agricoles dans le Département. Ces données ne sont pas tout à fait complètes car certains villages sont à cheval entre deux sous-préfectures. Néanmoins pour la nécessité d'illustrer, ces données sont présentées mêmes si elles sont partielles.

Graphique 2: évolution de la superficie agricole dans la zone agricole de Béti de 2015 A 2017



De même que pour les deux secteurs précédents, le secteur de Béti connaît les mêmes évolutions progressive sauf la superficie du riz qui est en stagnation durant les trois années. On constate en revanche un bon de la culture de sésame qui en 2017 a connu une augmentation notable au détriment des autres cultures.

On ne doit pas négliger l'importance de l'agriculture pour de nombreuses autres activités commerciales. En effet, dans le Département, les produits de l'agriculture sont devenus des produits de commerce et d'industrie. Le secteur agricole est un moteur de la croissance de l'économie locale. Il va falloir l'organiser afin qu'il soit véritablement le garant de la sécurité alimentaire dans une logique de développement durable, reposant prioritairement sur les exploitations agricoles familiales.

Les deux dernières années, la Cotontchad n'a pas honoré ses engagements vis-à-vis des paysans : les paysans n'ont pas été payés de leur coton vendu. Les intrants n'ont pas été commandés et cela joue sur les productions.

Les paysans ont évoqué le manque de démocratie dans la gestion des organisations paysannes. Les gestionnaires de ces organisations sont imposés par les chefs de villages entraînant ainsi le manque de transparence et la mauvaise

gestion. Plusieurs conflits sont pendants à la justice à cause de la mauvaise gestion des ristöurnes.

2.3.2 L'élevage, un secteur non moins porteur

En plus de l'agriculture, le développement du Département est aussi porté par le développement de l'élevage. Autrefois adopté pour la consommation et basé sur les petits ruminants, l'élevage, surtout des bovins a été boosté par l'introduction du coton comme culture de rente exigeant de la main d'œuvre. C'est ainsi que les bœufs d'attelage sont devenus des outils précieux de production. Actuellement, les espèces élevées sont les bovins, les caprins, les ovins, les porcins et de la volailles sont les plus nombreuses. Les équins et les asins sont les espèces les moins élevées. Le développement de l'élevage fait du Département une zone agro-sylvo-pastorale.

Pratiqué jusque là de manière traditionnelle, l'élevage rencontre de grosses difficultés dont le faible taux de couverture vaccinale, le manque de boutiques d'intrants, le manque de couloirs de passage etc. Les menaces qui pèsent actuellement sur l'élevage sont les vols de bétails, notamment des bœufs d'attelage suite aux conflits opposant les populations. En effet, considérés comme les seuls biens pouvant rapporter de l'argent frais, les Autorités Administratives et Militaires n'hésitent pas en emporter au moindre conflit. Ce qui entame la capacité de production des paysans. L'insuffisance des techniciens d'élevage et le récurrent problème d'éleveurs-agriculteurs sur la gestion des ressources naturelles constituent aussi un frein au développement de l'élevage dans le Département.

2.3.3 La pêche, un secteur mal exploité

Les cours d'eau présents dans le Département offrent l'opportunité à la population de pratiquer la pêche. Malheureusement, ce secteur est mal organisé et les ressources halieutiques très mal exploitées. Le secteur n'est pas réglementé donnant libre cours aux pêcheurs professionnels venus d'autres Département de surexploiter les ressources. Ces derniers utilisent des engins non réglementés de pêche entraînant la disparition des espèces aquatiques et

privant les autochtones des produits de pêches car ceux-ci les vendent chers aux clients des villes voisines.

2.3.4 Les petits commerces en phase de concurrencer l'agriculture

A kouh-Est, l'activité commerciale se concentre autour des grands marchés et le long des rues qui y mènent. On peut estimer entre 200 à 300 petites boutiques tenues par les petits commerçants, où on y vend généralement des produits manufacturés. Dans les quartiers, on trouve ça et là les petits magasins de vente des produits de première nécessité (sucre, huile, savon etc.)

De nos jours, le commerce tend à concurrencer l'agriculture car toute activité agricole s'accompagne des activités commerciales.

Plus à l'intérieur des quartiers, des petites activités commerciales se développent. On trouve généralement les denrées alimentaires. Les cabarets qui bordent ces marchés sont, malheureusement aux dégâts qu'ils causent, des véritables et seule sources de revenus des femmes.

2.3.5 Les secteurs de restauration et d'hébergement en gestation

Depuis un certains temps, il se développe des services d'hébergement et de restauration dans le Département. Les premiers à connaître le jour allaient avec les marchés hebdomadaires qui commencent souvent les veilles (le vendredi soir pour Bodo). Les commerçants venus nombreux à ces marchés se restaurent sur place dans les marchés. Les autochtones s'invitent de plus en plus dans ces restaurants les vendredis et samedis étant donné que les femmes passent tout leur temps au marché ces jours. Les services de restauration et d'hébergement se modernisent de plus en plus avec des auberges qui se construisent et qui s'améliorent. A Bodo par exemple, cinq établissements offrent plus ou moins des services d'hébergement. Une cinquantaine de chambres est totalisé. Le secteur est plus développé à Bodo en tant que chef-lieu du Département qu'ailleurs et à cause de son marché hebdomadaire le plus grand.

2.3.6 Le secteur de transport en pleine évolution

Le secteur de transport autrefois moribond est en plein essor avec le développement des motos taxis. Une association des conducteurs de ces motos est créée et compte environ 1500 membres, donc de motos taxis en plus des véhicules légers qui font des rotations permanentes dans les marchés hebdomadaires. De toutes les sous-préfectures du Département, on peut voyager à tout instant. Les petits marchés hebdomadaires se déroulent en boucle du lundi au dimanche dans le Département. Les déplacements qui se faisaient en charrette ou à pied autrefois sont de nos jours motorisés. Il est apparu un type de véhicule de transport très prisé et résistant qui desservent tous les marchés. En plus de l'organisation locale du transport, les agences de voyage (sud voyage, Abou amama, et autres) assurent les liaisons entre Doba et le Département.

2.3.7 Le recours au crédit-épargne pour financer les activités de production

Le recours au crédit est un moyen pour augmenter les capacités productives. Depuis 2016, le Département a accueilli un établissement de crédit-épargne dénommé « PARCEC ». 667 adhésions ont été enregistrées entre 2016-2018 dont 487 hommes. Depuis le lancement des activités, 189 hommes, 291 femmes et 21 groupements ont déjà bénéficié de crédits. Plus de 53.000.000 de FCFA ont été déjà mobilisés pour accorder des crédits. Plusieurs services sont offerts parmi lesquels le crédit agricole, le crédit commercial et le crédit épargne-éducation, accordé uniquement aux femmes. De l'avis de la gérante du PARCEC, il y a des difficultés à mobiliser l'épargne, non pas parce qu'il n'y a pas de moyen, mais parce que les populations ont peur d'épargner. Les crédits accordés permettent de financer l'achat des intrants ou les investissements (équipements en particulier), pour améliorer sa trésorerie en choisissant la période de vente des productions (arachide, sésame etc.) ou pour faire face à des difficultés de trésorerie. C'est un des outils d'intervention très importants pour développer les activités et les capacités productives. Il faut de la sensibilisation pour faire renaître la confiance afin que les paysans mobilisent l'épargne.

2.4 Le cadre de vie, l'utilisation des ressources naturelles

Ce chapitre fait l'état des lieux de la structure de l'habitat (environnement immédiat, matériaux de construction etc.), le logement, la problématique de la gestion foncière et la sécurité dans le Département.

2.4.1 *L'habitat et le logement*

Le Département connaît un taux de propriétaires important. En l'absence des données documentées, on peut, par observation, estimer à plus de 95% les ménages propriétaires de leur logement. Chacun dispose d'un lopin de terre où il construit une petite case. Les locataires sont généralement les fonctionnaires originaires d'autres villes et les commerçants. La moyenne du cout de location est de 5000 FCFA.

De plus, la caractéristique rurale du Département se traduit également dans le type (maison) et la taille des résidences (2 à 3 pièces en moyenne) par ménage. Autrefois, les maisons étaient de type case ronde ou maison de forme rectangulaire avec les toits en chaume. Depuis que les espèces herbacées servant à couvrir les toits des maisons ont disparu ou qu'elles se rarefient, nous assistons de plus en plus à la modernisation des maisons. Les toits en chaumes font de plus en plus place aux toits en toles. La cuisson des briques au bord des cours d'eau rentre dans les méthodes de construction.

2.4.2 *Le foncier*

Les problèmes fonciers ont fait l'objet d'analyse plus haut. Néanmoins, ils sont abordés ici en terme de foncier bati (ou non bati) pour habitation. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il faut admettre quela croissance démographique, la colonisation agricole (l'arrivée massive des allogènes en quête des terres arables), la marchandisation des terres (achat par des personnes nanties des vastes terrains en vue de spéculer, la sédentarisation de plus en plus grandissante des éleveurs ou le nomadisme incessant des éleveurs exercent des pressions sur les ressources foncières. Ces phénomènes font que de plus en plus, les terrains à bâtir sont rares devant la capacité réduite des

communes à en produire. Aussi y a-t-il beaucoup de demandes non satisfaites par manque de terrains lotis disponibles. Les communes n'ont pas de moyens pour prendre en charge les frais des travaux de lotissement.

2.4.3 L'environnement immédiat

L'environnement immédiat est défini ici comme milieux de vie dans les ménages en terme de disponibilité des latrines, d'eau potable, d'électricité etc.

L'accès à l'eau potable est un problème crucial dans le Département. Les châteaux d'eau contruits sont presque aux arrêts par manque de carburant. Aussi, la population s'approvisionne-t-elle aux puits traditionnels, mal protégés. A Bédi tout comme à Bodo, la population n'a pas accès à l'eau potable, soit par ce que les châteaux ne fonctionnent pas, soit par ce qu'elle n'est pas branchée au réseau d'eau par manque de moyen financier. Le Comité provisoire de gestion des 5% des revenus pétroliers alloués à la région a mis à disposition des pompes à motricité humaine dans certains villages. Mais mal utilisées, les pompes tombent en panne mais aucune des structures de gestion mise en place n'a les moyens pour les remettre en marche. De plus, la pesanteur socioculturelle fait croire à la population que l'eau des châteaux ou des pompes est source des maladies. Un travail de sensibilisation reste à faire à ce niveau car le manque d'accès à l'eau potable est source de maladie d'origine hydrique et de diarrhée.

Les problèmes d'accès à l'électricité sont communs à ceux de l'eau. La majorité des populations n'est pas connectée au réseau d'électricité à cause du coût qui est inaccessible. A Bodo par exemple, il y a seulement 116 abonnés à l'électricité. Ce qui ne permet pas d'assurer le fonctionnement du service. En plus les gros utilisateurs d'électricité (services public de l'Etat) ne payent pas leurs consommations. Ce qui met la commune dans l'incapacité totale d'assurer la distribution de l'électricité.

Un autre phénomène, résultat de la mauvaise mentalité est la défécation à l'air libre. En effet, peu de ménages disposent des latrines. Aussi, peut-on voir, tôt le matin ou tard le soir, les habitants se diriger derrière les cases pour déféquer. C'est une pratique très malsaine car elle rend le milieu irrespirable et est aussi

source de maladies. De l'avis des autorités locales, beaucoup d'initiatives ont été prises pour amener les populations à se construire les latrines mais en vain. Il est vrai qu'il manque de moyen pour construire les latrines, mais là aussi, le problème de mentalité en est la première cause : la population préfère déféquer à l'air libre que dans les latrines

2.4.4 La sécurité

De l'avis des participants au focus group, les phénomènes nouveaux mais très répandus qui constituent la menace sécuritaire demeurent les vols de bétails, les accidents de la voie publique et le problème de conflit agriculteurs-éleveurs et l'imposition de la pratique de la « dia » aux autochtones en cas de conflit qui représentent un danger potentiel qui menace la paix et la cohabitation pacifique.

Après cette retrospective sur le Département, quelles sont les principales préoccupations et variables motrices de l'avenir du Département de Kouh-Est ?

3. PRINCIPAUX ENJEUX A VENIR ET ACTIONS PRIORITAIRES A MENER

En introduction des rencontres avec les personnes interviewées, il a été demandé de faire part d'une inquiétude et d'un espoir pour l'avenir du Département. Cette phase prospective devait révéler un ensemble de préoccupations communes aux participants afin de définir les actions prioritaires à mener.

La synthèse faite des forces/opportunités et faiblesses/menaces de chaque thème est suivie d'une matrice dont l'objet est de synthétiser le diagnostic et d'en tirer les principales informations/recommandations pouvant déboucher sur la mise en place d'un plan d'actions opérationnel.

Les enjeux physiques et environnementaux du Département		
Forces/opportunités	Faiblesses/menaces	Recommandations pour actions à mener
- Situation dans la zone soudano guinéenne avec un	- Dégradation du sol ; - Répartition	- Mettre l'accent sur tout le système de redynamisation du sol (fertilisation du sol et de

climat de type tropical humide propice à l'agriculture ; - Disponibilité en eaux de surface et en nappe phréatique; - Disponibilité des terres cultivables.	irrégulière des pluies ; - Avancée du désert ; - Menace de la famine.	l'agroforesterie pour une agriculture durable et intensive) ; - Renforcement des capacités des paysans (formations et mise à disposition des outils de production)
--	--	--

Département à dominance agricole, la destruction du couvert végétal entraînant la perte de fertilité du sol, liée selon les participants, tant au changement climatique qu'à l'expansion des surfaces agricoles par les éleveurs ainsi qu'à la dégradation du sol, consécutive à la pression agricole (culture extensive, manque de jachère, manque d'apport supplémentaire en nutriments au sol etc.) apparaît comme l'inquiétude principale. Toute action tendant à redonner à la population sa capacité de se prendre en charge doit aussi tendre vers cet axe.

Les enjeux culturels et sociaux		
Forces/opportunités	Faiblesses/menaces	Recommandations pour actions à mener
- Richesse culturelle ; - Jeunesse majoritaire ; - Dynamique sociale (associations, groupements...)	- Perte des valeurs culturelles ; - Manque de structures de développement culturel et sportif ; - Pesanteur socioculturelle ; - Pratiques d'exclusion sociale (femmes, jeunes, enfants, handicapés) ;	- Restauration et réglementation des bonnes pratiques socioculturelles ; - Création des structures de développement socioculturel et sportif ; - Sensibilisation de la population et surtout des jeunes aux valeurs culturelles ; - Lutte contre l'alcoolisme par

	- alcoolisme	la création des activités éducatives, récréatives et culturelles et génératrice de revenus qui puissent les occuper pendant les temps libres
--	--------------	--

La perception des enjeux culturels et sociaux en lien avec la perte des valeurs culturelles et sociales n'est pas vécue, (par ignorance), comme une inquiétude ni comme un déterminant du développement dans le Département. C'est à peine avec prudence que les participants s'expriment sur ces aspects comme faisant obstruction au développement. Ce qui se traduit par le poids encore lourd de la pesanteur socioculturelle qui se manifeste dans les mentalités. En la matière c'est la communication, l'information et la formation qui feront changer la mentalité des paysans afin de leur faire changer de comportement.

Les enjeux démographiques en lien avec le faible taux de planning familial non plus ne sont vécus comme un handicap au développement mais plutôt un déterminant positif du développement. La ruralité du Département justifie le fait d'avoir beaucoup d'enfants car cela est vu comme une main d'œuvre et donc une richesse. La démographie est apparue dans les discussions comme une évidence stratégique et sociale. Elle ne ressort pas clairement et fermement comme source d'inquiétude ou d'espoir. Les résultats, on le constate à travers la faible prévalence du planning familial. La seule chose qui préoccupe les participants, c'est la capacité des autorités à répondre aux besoins de santé et d'éducation des jeunes plus nombreux. Etant donné que le changement de mentalité à propos est une lutte de longue haleine, le court et moyen terme exigent des actions (projets/programmes d'éducation, de santé) à l'endroit des jeunes adolescents, soutenues par une forte sensibilisation des parents et des jeunes à la sexualité.

Les enjeux économiques : l'agriculture		
Forces/opportunités	Faiblesses/menaces	Recommandations pour actions à mener
- Proportion importante des populations actives ; - Existence des groupements villageois ; - Disponibilité des terres arables ; - Disponibilité des ressources en eaux ; - Introduction de nouvelles cultures de rente en plus du coton (sésame, arachide) ; - Création de la caisse d'épargne-crédit.	- Faible rendement du à l'infertilité du sol ; - Manque de semence améliorées et des intrants ; - Vols de bœufs d'attelage et des équipements agricoles; - Manque d'engouement pour les cultures maraichères ; - Mauvaise organisation et gestion des associations villageoises et des filières agricoles; - Dévastation des champs par les éleveurs ; - Manque de structures de stockage des produits.	- Réorganisation des associations et groupements villageois; - Formation agricole à tous les niveaux du Département ; - Renforcement des capacités de paysans en formation, sensibilisation et en outils de production ; - Intéresser les paysans à la diversification des espèces ; - Aider les paysans à disposer d'un réseau pour les ventes groupées ; - Moderniser les systèmes de production agricole et améliorer la compétitivité des filières agricoles dans une perspective de valorisation des produits ; - Assurer le développement des innovations technologiques par la recherche agricole et la formation professionnelle ; - Promouvoir le statut des exploitants agricoles et renforcer les capacités de l'ensemble des acteurs.

L'avenir de l'agriculture est perçu positivement si ce n'est les intempéries naturelles et les contraintes de production. Elle est structurellement considérée par les paysans comme le secteur porteur dans le Département. Ils estiment que le prolongement des dynamiques actuelles (introduction des nouvelles cultures de rente), avec la multiplication des acteurs (promesse de reprise de la coton Tchad par OLAM) et l'instauration d'un contexte propice à l'innovation (formation sur la restauration des sols et la gestion des récoltes, fabrication de composte, culture intensive, transformation des produits agricoles, développement de l'agroforesterie) garantit des progrès techniques susceptibles de faire jouer à l'agriculture un rôle moteur dans le développement. Pour autant, la politique de mécanisation de l'agriculture prônée par le Gouvernement semble ne pas être adaptée au milieu. L'attention se focalise sur la traction bovine pour la production et les décortiqueuses et moissonneuses pour les récoltes.

Les enjeux économiques : l'élevage		
Forces/opportunités	Faiblesses/menaces	Recommandations pour actions à mener
- Potentielle élevage important - Existence de pâturages en abondance.	- Manque de techniciens d'élevage ; - Manque de pharmacie des produits d'élevage ; - Mortalité élevée des bétails ; - Faible couverture vaccinale ; - Vols de bétails ; - Conflits éleveurs/agriculteurs.	- Former les techniciens d'élevage ; - Ouvrir des pharmacies de vente des produits d'élevage ; - Organiser des campagnes de vaccination des bétails ; - Susciter l'introduction d'autres espèces ; - Réorganiser le secteur en introduisant un élevage intensif.

Quelle que soient les difficultés connues dans ce secteur (vols de bétails, pression des éleveurs nomades sur les pâturages etc.), l'élevage est considéré

comme le deuxième secteur d'activité après l'agriculture. Malheureusement, le secteur n'est pas aussi organisé comme dans la zone sahélienne. Il se pratique traditionnellement et aucune technique moderne n'est introduite dans cette zone pour un développement harmonieux. Les projets d'abattoir moderne de Doba auraient pu donner de l'espoir et susciter l'engouement des paysans à considérer davantage l'élevage au même titre que l'agriculture.

Les enjeux économiques/sociaux et sécuritaires		
Forces/opportunités	Faiblesses/menaces	Recommandations pour actions à mener
- Volonté des pouvoirs publics de renforcer le pouvoir de la chefferie traditionnelle ; - Existence des textes règlementant la vie en société ; - Existence des comités d'entente ; - Multiplication des débats sur la cohabitation pacifique	- Faible application des textes relatifs à la chefferie traditionnelle ; - L'imposition de la « dia » à la communauté autochtone ; - Partialité des Autorités administratives et militaires en cas de conflits ; - Déresponsabilisation des structures judiciaires ; - Corruption ; - Perte de pouvoir traditionnel par les détenteurs.	- Sensibiliser et former sur la gestion non violente des conflits ; - Renforcer la capacité des membres du comité d'entente ; - Former les autorités traditionnelles sur leurs rôles ; - Sensibiliser les Autorités administratives à l'application des textes.

Il est intéressant de noter les liens faits entre la menace sur la sécurité et la cohabitation pacifique dans le Département, de même que les inquiétudes quant à la place qu'occupent les autorités administratives, militaires et locales dans les conflits. Cette perception des paysans sur ces Autorités, faisant d'elles des complices, pose le problème majeur de gestion des conflits et de gouvernance qui semble être au cœur de la réflexion sur le futur du Département.

Les avis sur les autres secteurs (commerces, artisanat, etc.) sont plus incertains. Les perspectives de développement de l'artisanat, du commerce sont jugées prometteuses surtout pour le commerce, mais demeurent fragiles et toujours dépendantes de l'agriculture dont il faut renforcer la politique et professionnaliser les acteurs. Mais vu le pessimisme dans les avis, ces conditions sont perçues comme loin d'être acquises. Face à des tracasseries administratives et douanières, le commerce à proprement parlé restera la chasse gardée des allogènes.

L'accès aux services sociaux de base : la santé		
Forces/opportunités	Faiblesses/menaces	Recommandations pour actions à mener
- Existence d'une politique nationale sanitaire qui prône la couverture sanitaire universelle ; - Volonté de la population à prendre en charge sa santé ; - Instauration du projet FBR ; - Disponibilité des agents de santé communautaires ; - Initiative des mutuelles de santé ; - Présence des partenaires au développement ;	- Faible taux des indicateurs de santé (PF, CPN, accouchements assistés, dépistage du VIH, etc.) ; - Insuffisance quantitative et qualitative des ressources humaines (1 médecin pour 139,000 habitants alors que la norme de l'OMS est de 1 médecin pour 10 000 habitants 0 SFDE) ; - Hôpital de district non équipé ; - Centres de santé non construits en matériaux durables et non équipés ; - Manque d'allocation du crédit de fonctionnement à l'hôpital de district ; - Fréquente rupture des	- Affectation du personnel qualifié à l'HD de Bodo (Médecin généraliste MCH, SFDE, Technicien d'hygiène assainissement, 5 IDE, 7 ATS) - Equiper l'HD de Bodo ; - Rendre fonctionnels les CS qui ne le sont pas (Bégada, Bélyama, Dédaye, Ndokobo) ; - Allouer du crédit de fonctionnement à l'HD de Bodo ; - Ouvrir une pharmacie villageoise ;

- Existence des infrastructures sanitaires	antigènes et des médicaments et intrants médicaux; - Existence des CS non fonctionnels.	- Doter les CS des frigos pour qu'ils assurent régulièrement les vaccinations
--	--	---

Le développement de l'offre de santé dans le Département de Kouh-Est reste une préoccupation majeure vu le niveau très bas des indicateurs. Les faibles taux de fréquentation et le taux élevé d'évasion sont caractéristiques de la piètre qualité de services offerts. Il faut oser croire que l'extension du projet FBR au DS de Bodo contribuera à améliorer le plateau technique et le niveau des indicateurs pourvu que le personnel qualifié, motivé et conscient soit déployé.

Il n'y a pas de doute sur l'intérêt de poursuivre les investissements dans cette offre, notamment publique (construction des CS en matériaux durs et équipement). Mais la nouvelle politique qui fait de la couverture sanitaire universelle le leitmotiv doit être rapidement mise en œuvre avec l'ouverture des centres de santé communautaire. L'accent doit pouvoir être mis sur la santé des enfants et des femmes pendant les périodes de haute prévalence (juillet-septembre). La construction d'un centre de santé type avec des normes en personnel et équipements requis, tel que présenté en annexe du présent rapport, fera élever le niveau des indicateurs.

La zone abritant les éleveurs sédentaires et nomades, il serait judicieux d'initier la mise en œuvre de la stratégie One Health, c'est-à-dire Une seule Santé car 60-70% des maladies sont d'origine zoonotique

Les tentatives de création des mutuelles de santé doivent être par ailleurs encouragées pour soulager le poids du coût de santé sur la population, source d'exclusion au droit à a santé.

L'accès aux services sociaux de base : l'éducation		
Forces/opportunités	Faiblesses/menaces	Recommandations pour actions à mener
- Effectif élevé des enfants scolarisés ; - Nombreuses filles au primaire ; - Taux d'admission des filles élevé au primaire ;	- Taux de redoublement élevé chez les filles au moyen et secondaire ; - Taux d'abandon élevé chez les filles à partir du moyen ; - Vétusté des infrastructures scolaire ; - Manque de personnel qualifié ; - Faible effectif des élèves dans les séries scientifiques ; - Manque d'établissement d'enseignement technique ou professionnel ; - Manque de structures adaptées pour l'intégration en milieu scolaire d'enfants en	- Renforcer en personnel qualifié ; - Construire les écoles en matériaux durables ; - Mettre en place des stratégies pour l'achèvement des cycles chez les filles et réduire les taux de redoublement et d'abandon des filles dans les cycles moyens et secondaires ; - Envisager la création des établissements de formation professionnelle (agricole, élevage etc.) ; - Mettre en place des formations adaptées aux besoins des jeunes descolarisés ; - Signer des conventions avec les agences et sociétés d'obéissance agricole et d'élevage (PNSA, coton Tchad, casiers, Abattoirs etc.) pour faire offrir des formations en alternance au bénéfice des jeunes en cours de scolarité mais qui veulent se professionnaliser dans ces domaines ; - proposer une scolarité adaptée afin d'intégrer au mieux des enfants en situation difficile et/ou d'handicap (handicap mental léger, handicaps sensoriels et moteurs) au sein de

	difficulté ou en situation de handicap ; - Manque de structures spécialisées pour les publics en difficulté ; - Manque de structure de formation continue.	l'école ; - proposer des structures spécialisées pour la prévention, l'éducation, la rééducation, l'insertion sociale et professionnelle des jeunes adultes en situation de risque (debut d'alcoolique)
--	--	--

On remarque un bon maillage scolaire sur le Département. En effet, avec près de 95 écoles primaires dont 40 publiques, 10 privées et 45 communautaires, on peut dire que la couverture scolaire est acceptable même si le nombre important des écoles communautaires traduit une quelconque démission du pouvoir public et pose le problème de niveau dans ces écoles. Les 19 établissements de l'enseignement moyen et les 3 Lycées viennent renforcer cette couverture. En revanche, pour un Département situé dans une telle zone, le manque d'offre de formation post bac et de formation technique professionnelle, notamment dans le domaine agricole demeure une préoccupation. De même, le manque d'offre de formation adaptée aux jeunes en difficulté ou handicapés ; aux jeunes en état de risque pour leur réinsertion sociale est de nature à laisser une frange de la population active dans des situations de vulnérabilité.

Cadre de vie (logement, infrastructure, environnement immédiat)		
Forces/opportunités	Faiblesses/menaces	Recommandations pour actions à mener
- Utilisation des matériaux durables dans les constructions ; - Existence	- Coût prohibitif d'accès aux infrastructures d'eau et d'électricité;	- Sensibilisation pour le changement de mentalité ; - Etendre les réseaux d'eau

d'infrastructures d'adduction d'eau potable ; - Disponibilité du réseau électrique ; - Existence du marché hebdomadaire pourvoyeuse de moyens ; - Forte proportion des propriétaires des terrains	- Insalubrité dans les villes; - Manque de moyens pour les lotissements des terrains ; -	et d'électricité aux populations riveraines ; - Chercher des sources de financement d'adduction d'eau potable (jumelage des villes, montage des projets d'eaux) ; - Susciter la création des associations d'assainissement ;
--	--	---

En ce qui concerne le capital humain et les conditions de vie des ménages (logement, environnement immédiat, les infrastructures, bref, le bien-être) c'est l'inquiétude qui domine. Certes, on remarque des progrès réels dans la nouvelle façon de construire, mais ces progrès sont jugés fragiles et doivent être soutenus.

Dans le domaine de l'environnement immédiat, il faut penser autrement la gestion des ordures ménagères, la salubrité des villes et villages du Département et l'épineux problème de la défécation à l'air libre. C'est un défi majeur qui se pose non seulement aux Autorités locales mais à toute la population si chacun se rend compte des risques de maladies liées à cet environnement immédiat. La mise en place des structures dynamiques de gestion de l'environnement de vie devra pouvoir prendre en charge cette thématique au visage multiple.

L'alcoolisme dont les conséquences sont aussi multiples et variées (social, économique, sanitaire etc.) doit faire l'objet d'une politique forte de lutte. Les Autorités locales disent avoir tenté mais n'ont pas réussi. Une nouvelle stratégie est à envisager, notamment à l'endroit des femmes. La formation à la création des AGR, la multiplication des activités à valeur ajoutée (transformation des produits, l'artisanat, l'entrepreneuriat etc.) pourrait amoindrir ce fait.

L'état des infrastructures routières (Doba-Bodo, Doba-Bégada-Bédjo), électriques et de communication qui sont des secteurs structurants reste à revoir par les

pouvoirs publics et les opérateurs. L'ampleur des investissements à venir pour accompagner l'accroissement économique doit être mise à l'ordre du jour des débats de développement du Département car elle fait craindre une dégradation de l'offre de biens publics, en qualité comme en quantité.

Dynamique des organisations de la société civile		
Forces/opportunités	Faiblesses/menaces	Recommandations pour actions à mener
- Nombre élevé des associations et groupements ; - Les associations et groupements sont très entreprenants ; - Les jeunes sont économiquement actifs ; - Augmentation au jour le jour du nombre des femmes entrepreneuses	- Mévente des produits agricoles stockés ; - Inaccessibilité au marché extérieur ; - Manque de diversité d'activités ; - Aléas climatiques ; - Manque de structures de formation ; - Taille élevée des associations et groupements (de 20 à 50 membres) ; - Pression des Autorités traditionnelles sur les associations et groupements.	- Restructurer (petite taille) et réorganiser les associations et groupements (en faïtières/unions, coopératives) ; - Scruter et déboucher sur les marchés extérieurs ; - Former à la diversification des cultures (maraichage, expérimentation des cultures nouvelles telles que l'oignon, pomme, piment etc .) ; - Sensibiliser les Autorités traditionnelles sur les bienfaits de la réussite des associations et groupements dans un village.

Les données collectées sur les associations/groupements nous renseignent sur un bon maillage dans le Département (228)¹. Bien évidemment, il ne ressort que ceux ou celles qui sont totalement fonctionnels ou qui ont bénéficié des appuis des structures d'appui telles que le comité de gestion des 5%, la caisse d'épargne etc. compte tenu de la diversité des secteurs d'activités et la taille des organisations, il est nécessaire de les recentrer, les restructurer (faire des

¹ Donnée du comité de gestion des 5%

association à taille humaine) et les réorganiser en faitières pour qu'elles soient plus puissantes et capables de négocier directement avec les marchés extérieurs.

CONCLUSION

L'étude diagnostic socioéconomique et démographique du Département, conduite du 2 au 30 octobre 2018 avec 10 jours de terrain a pour objectif de jeter les bases des projets de développement du Département. Etant la première du genre dans les activités de l'association « les groupements J'INTA », elle a permis de capitaliser sur les forces et faiblesses mais aussi les opportunités qui s'offrent au Département pour son développement. Bien que le temps nécessaire et les moyens ne soient pas suffisants pour une étude plus exhaustive, ce premier ingredient important permettra de bâtir un premier plan d'action sur le court et moyen terme.

Il faut rappeler que l'étude a débouché sur les données factuelles sur l'état de santé, le niveau de scolarisation et d'éducation et toutes les autres contraintes physiques, culturelles et sociales qui entravent le développement du Département. La mise en œuvre des quelques pistes de solutions proposées relatives, notamment à la santé des populations, à la formation, à la sensibilisation et à l'éducation verra un changement structurel et comportemental pour un meilleur devenir des populations du Département de Kouh-Est.

LES ANNEXES